

No. 26850

**FRANCE
and
BANGLADESH**

**Agreement on cultural, scientific and technical cooperation.
Signed at Dhaka on 10 March 1987**

*Authentic texts: French, Bangla and English.
Registered by France on 6 October 1989.*

**FRANCE
et
BANGLADESH**

Accord sur la coopération culturelle, scientifique et technique. Signé à Dacca le 10 mars 1987

*Textes authentiques : français, bangla et anglais.
Enregistré par la France le 6 octobre 1989.*

ACCORD¹ SUR LA COOPÉRATION CULTURELLE, SCIENTIFIQUE
ET TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPU-
BLIQUE FRANÇAISE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPU-
BLIQUE POPULAIRE DU BANGLADESH

Le Gouvernement de la République française et
Le Gouvernement de la République populaire du Bangladesh
(Ci-après dénommés les Parties contractantes),

Affirmant leur volonté de renforcer les liens d'amitié unissant les deux pays,
Animés d'un commun désir de développer les échanges franco-bengalais dans
les domaines de la Culture, de l'Education et de la Communication,

Soucieux de mettre en place le cadre général de leur coopération dans les do-
maines des Sciences et des Techniques, en vue de promouvoir le développement
économique et social,

Sont convenus de ce qui suit :

COOPÉRATION CULTURELLE

Article premier

Les Parties contractantes entendent développer leur coopération dans les do-
maines de la Langue, de la Littérature, des Arts et de la Communication.

Article 2

Chaque Partie contractante encourage l'étude de la langue, de la littérature et de
la civilisation de l'autre Partie dans ses établissements d'enseignement dans le but
de promouvoir les relations culturelles entre leurs deux pays. Au niveau universi-
taire, l'apprentissage de la langue est sanctionné par un diplôme reconnu par les
autorités locales.

Article 3

Chaque Partie contractante reconnaît l'importance de la formation des pro-
fesseurs chargés de l'enseignement de la langue et de la civilisation de l'autre Partie
et peut demander l'assistance de celle-ci pour la formation des enseignants corres-
pondants.

Article 4

Chacune des Parties contractantes favorise, dans le cadre de sa législation,
l'installation et le fonctionnement sur son territoire des institutions culturelles, tech-
niques ou scientifiques telles que : instituts scientifiques, associations et centres
culturels, organismes de recherche, établissements d'enseignement, que l'autre Par-
tie pourra y établir en accord avec l'autorité nationale compétente.

¹ Entré en vigueur le 3 avril 1989, date de réception de la dernière des notifications (des 14 et 17 février 1989) par
lesquelles les Parties contractantes se sont informées de l'accomplissement des formalités constitutionnelles requises,
conformément à l'article 18.

Article 5

Les Parties contractantes facilitent, dans la mesure du possible, les échanges d'enseignants, d'étudiants, de chercheurs, et de groupes culturels.

A cette fin, des bourses d'études ou de stages peuvent être attribuées, par chacune des Parties contractantes, à des étudiants et chercheurs de l'autre Partie.

Article 6

Chaque Partie contractante s'efforce de favoriser l'accès aux établissements d'enseignement supérieur et instituts de recherche aux étudiants de l'autre Partie, dans le respect de l'autonomie pédagogique de ces établissements et des conditions d'accès qui leur sont propres.

Article 7

Les Parties contractantes encouragent l'organisation dans l'un et l'autre pays de concerts, expositions, représentations théâtrales, projections cinématographiques et toutes autres manifestations à caractère artistique destinées à mieux faire connaître leurs cultures respectives.

Article 8

Les Parties contractantes facilitent entre elles les échanges de jeunes et de sportifs.

Article 9

Les Parties contractantes favorisent, conformément à leurs lois et règlements respectifs, l'entrée et la diffusion sur leur territoire :

- De livres, périodiques et autres publications culturelles et scientifiques,
- De films, d'enregistrements musicaux, radiophoniques et télévisés,
- D'œuvres d'art et de leur reproduction.

COOPÉRATION SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE

Article 10

Les Parties contractantes décident d'organiser entre elles une coopération scientifique et technique dont les domaines d'application sont déterminés d'un commun accord.

Article 11

Les projets dont la mise en œuvre a été décidée peuvent comporter des aspects de recherche, de développement et de formation. Leur réalisation peut nécessiter l'intervention d'organismes scientifiques compétents des deux pays.

Article 12

Afin de développer cette coopération, chaque Partie contractante s'efforce, à la demande de l'autre, et dans le cadre de projets définis d'un commun accord :

- De mettre à la disposition de l'autre Partie des experts,
- D'accorder des bourses pour des formations académiques ou professionnelles et d'organiser des stages correspondants,

- D'inviter ses représentants à participer à des conférences, des colloques et des visites techniques,
- De fournir autant que possible de la documentation et du matériel pour aider au bon déroulement des projets.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 13

Chaque Partie contractante facilite, dans le respect de sa législation, le séjour et le déplacement sur son territoire des ressortissants de l'autre Partie en application du présent accord.

Article 14

Les matériels importés ou offerts dans le cadre de cet accord bénéficient de l'exonération douanière, conformément à la législation en vigueur des Parties contractantes.

Article 15

Chaque Partie contractante accorde aux experts envoyés sur son territoire par l'autre Partie, en application du présent accord, l'immunité de juridiction pour tous les actes, y compris leurs paroles et écrits, accomplis dans l'exercice de leurs fonctions et dans les limites de leurs attributions.

Article 16

Le régime fiscal des personnels envoyés dans chaque Etat en application du présent accord est déterminé conformément aux règles de la Convention fiscale entre la France et le Bangladesh en date du 9 mars 1987¹.

Les rémunérations et autres éléments du traitement de ces personnels ne sont imposables que dans l'Etat qui les verse, soit directement, soit par prélèvement sur des fonds qu'il a constitués.

Article 17

En ce qui concerne les experts envoyés en France ou au Bangladesh, les Parties contractantes autorisent, dans les limites et conditions prévues par leur législation, l'importation en franchise temporaire ou définitive de leurs mobiliers et effets personnels, y compris un véhicule par expert dans les six mois de sa prise de fonctions. Ces mobiliers, effets et véhicule ne pourront être cédés sans l'accord préalable des autorités compétentes de l'Etat ayant accordé la franchise. Le cas échéant, les experts devront acquitter les droits de douane et taxes sur leurs effets et véhicule s'ils sont autorisés à la vente dans le pays d'importation.

Article 18

Chacune des Parties contractantes notifiera à l'autre l'accomplissement des formalités requises par sa Constitution pour l'entrée en vigueur du présent accord, laquelle interviendra à la date de réception de la seconde de ces notifications.

¹ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 1530, n° 1-26552.

Article 19

Le présent accord est conclu pour une période de cinq ans et pourra être reconduit par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties avec préavis de six mois.

EN FOI DE QUOI les représentants des deux Gouvernements ont signé le présent accord et y ont apposé leurs sceaux respectifs.

FAIT à Dacca le 10 mars 1987 en deux exemplaires rédigés en français et bengali et anglais, les textes français, bengali et anglais faisant également foi.

Pour le Gouvernement
de la République française :

[Signé]

DIDIER BARIANI
Secrétaire d'Etat
aux Affaires Etrangères

Pour le Gouvernement
de la République populaire
du Bangladesh :

[Signé]

MAHBUBUR RAHMAN
Ministre de l'Education

[BANGLA TEXT — TEXTE BANGLA]

ভাষা-সংস্কৃতি, সাংস্কৃতিক, বৈজ্ঞানিক ও কারিগরি সহযোগিতা হুক্তি।

ভাষা-সংস্কৃতি, সাংস্কৃতিক, বৈজ্ঞানিক ও কারিগরি সহযোগিতা হুক্তি।

সাংস্কৃতিক সহযোগিতা

অনুচ্ছেদ-১১: হুক্তিসম্পাদনকারী বহুদল ভাষা, সাহিত্য, শিল্প, সংস্কৃতি ও যোগাযোগের ক্ষেত্রে দুই দেশের মধ্যে সহযোগিতা বাড়িয়ে তুলিতে চান।

অনুচ্ছেদ-১২: প্রত্যেক হুক্তিসম্পাদনকারী এক উন্নত দেশের মধ্যে সাংস্কৃতিক সম্পর্ক উন্নয়নের উদ্দেশ্যে গণতন্ত্রের ক্ষেত্রে শিল্প, সাহিত্য ও সঙ্গীতের গবেষণায় উৎসাহ প্রদান করিবেন। বিশ্ববিদ্যালয়সমূহে স্থানীয় কর্তৃপক্ষ কর্তৃক পুঁজি উন্নয়নের মাধ্যমে শাসনা-শিল্প অনুমোদন করা হইবে।

অনুচ্ছেদ-১৩: প্রত্যেক হুক্তিসম্পাদনকারী এক গণতন্ত্রের ভাষা ও সঙ্গীত সম্পর্কে শিল্প-সাহিত্য-সংস্কৃতির ক্ষেত্রে গণতন্ত্রের উন্নয়নের পুরস্কার সৃষ্টি করিবেন এবং উন্নয়ন-সংক্রান্ত ক্ষেত্রের উন্নয়নের ব্যয়সহ সহায়তা কামনা করিতে পারিবেন।

অনুচ্ছেদ-১৪: প্রত্যেক হুক্তিসম্পাদনকারী এক উন্নত বিধায়কতা বিহীন দেশে সাংস্কৃতিক ও বৈজ্ঞানিক প্রতিষ্ঠান স্থাপন ও পরিচালনা উৎসাহ প্রদান করিবেন, যেসব বৈজ্ঞানিক প্রতিষ্ঠান, সাংস্কৃতিক সংগঠন ও কেন্দ্র, গবেষণা প্রতিষ্ঠান, শিল্প প্রতিষ্ঠান যেন গণতন্ত্রের এক যোগ্য প্রতিষ্ঠান কর্তৃপক্ষের অনুমোদনক্রমে বিহীন দেশে স্থাপন করিতে পারিবেন।

অনুচ্ছেদ-১৫: হুক্তিসম্পাদনকারী বহুদল বহুদল সঙ্গীত, শিল্প, গবেষণা ও সাংস্কৃতিক ক্ষেত্রের বিবিধে উৎসাহ প্রদান করিবেন। এই উদ্দেশ্যে প্রত্যেক হুক্তিসম্পাদনকারী এক কর্তৃক গণতন্ত্রের ক্ষেত্রে শিল্প এবং গণতন্ত্রের উন্নয়ন ও গবেষণা উদ্দেশ্যে সহায়তা করা হইবে।

সাধারণ বর্গাবলী :

অনুচ্ছেদ-১০১ : তৃত্বিত বর্গাবলীতে বিত্ত বিত্ত মেধের বিধিমানের সবে সংগতি রজা করিয়া প্রত্যেক তৃত্বিত সম্পদস্বত্বকারী বহু বহু বহুত্বিত বাপ-বিত্তের বাসস্থান এবং মেধের সত্যত্বের স্রবণের বাসস্থান করিবেন ।

অনুচ্ছেদ-১০২ : সাতসালী সাতসালী কিংবা পাব বিবেক প্রাপ্ত সাতসালী তৃত্বিত সম্পদস্বত্বকারী
বহুসমূহের প্রচলিত বিধিমানের সবে সংগতি রাখিয়া কাজীম মুক্তি রেওয়াজ হইবে ।

অনুচ্ছেদ-১০৩ : তৃত্বিত সম্পদস্বত্বকারী বহুসমূহ এই তৃত্বিতসমূহে বিশেষজ্ঞমিগকে চাঁচ মেসর স্তম্ব কর্তৃক নির্ধারিত যথো যথা ও কাজসহ যাবতীয় কর্তৃ সম্পদস্বত্বের ক্ষেত্রে সাতসালী প্রত্যেকসমূহ পয়সারদি প্রদান করিবেন ।

অনুচ্ছেদ-১০৪ : কাল ও বাৎসরিকের যথো সম্পদস্বত্ব তৃত্বিত বাসস্থান সবে সংগতি রাখিয়া ০৯-৩-৮০ই (৪০ই) কর্তৃ প্রথা অনুসারে ইতিপূর্বে নিয়োজিত কর্তৃকর্ত্বিতের সাত্তিক বর্গাবলী নির্ধারিত হইবে ।

অনুচ্ছেদ-১০৫ : কাল কিংবা বাৎসরিকের কর্তৃপ্রাপ্ত বিশেষজ্ঞদের ক্ষেত্রে কাজে যোগদানের স্তম্ব পদের যথো তৃত্বিত সম্পদস্বত্বকারী বহুসমূহ বিবেকের মেধের সাতসালী সাতসালী এবং স্বত্বের আওতাধীন উল্লেখিত কর্তৃকর্ত্বিতের প্রদানসহ, ব্যক্তিগত সাতসালী এবং বহুসমূহ প্রত্যেক কর্তৃকর্ত্বিত হইয়া একটি করিয়া মোটের পাত্তি প্রদানসহ বাসস্থানের সাত্তিকর্ত্বিত কিংবা প্রত্যেকের সাতসালী কর্তৃ রেওয়াজ প্রদান করা হইবে । যো মেসে সাতসালী কর্তৃ রেওয়াজের সিত্তিমে এই সত্ব সাতসালী বহু ও মোটেরপাত্তি সাতসালী কর্তৃ হইত্বমে সে মেধের সাতসালী কর্তৃ কর্তৃক সাতসালী ব্যক্তিগতকে সৈব সাতসালী বহু ও মোটেরপাত্তি বিবেক করা হইবে না ।

উপযুক্তক্ষেত্রে বিশেষজ্ঞরা যদি চাঁচ মেসর ব্যক্তিগত সাতসালী এবং মোটেরপাত্তি বিবেকের অনুমতি সত্ত্ব করেন, তাহা হইলে চাঁচ মিস্ত্রকে সৈব সাতসালী এবং ব্যক্তিগত কাজীম মুক্তি প্রদান করিতে হইবে ।

অনুচ্ছেদ-১০৬ : এই তৃত্বিতসমূহে কর্তৃক পত্রিত কর্তৃক সুবিবর্ত্তে তৃত্বিত সম্পদস্বত্বকারী বহুসমূহের প্রত্যেক পক্ষকে পঠিবহুসমূহ মোটেরপাত্তি আনুষ্ঠানিকতামি সম্পদস্বত্ব পত্রের বহু সাত্তি সিত্তিবিত্ত বাসস্থান সত্ত্ব পক্ষকে জানাইয়া সিত্তি হইবে, সিত্তিবিত্তি প্রাপ্তির সাত্তিবেই এই তৃত্বিতসমূহে কর্তৃক পত্রিত হইবে ।

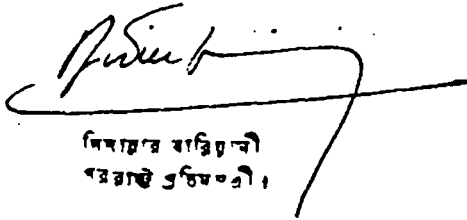
পর্যবেক্ষণ-১১.১ এই চুক্তিবাম্বা বাঁচ বৎসরের জন্য বলবৎ থাকিবে, এই যেখানে নির্দেশ এইবার
 চূড়ান্তীয় হস্তান্তর যথোপযুক্ত কোন কোনও এক বিজ্ঞপ্তির মাধ্যমে চুক্তির অবশ্যই ঘোষণা না করেন, তাহা
 হইলে ইত্যন্ত ক্ষেত্র সম্বন্ধিত ভিত্তিতে এই চুক্তির যেখানে অব্যাহতি করা যাইবে।

সুস্থ সরকারের দ্বারা হিসেবে ইত্যন্ত দেশের প্রতিবিধিবদ্ধ বিিন্ন বিিন্ন সরকারের পক্ষে
 এই চুক্তিবাম্বা দ্বারা প্রদান করিয়াছেন এবং সুস্থ দেশের সরকারী কর্মসূচির এই
 চুক্তিবাম্বা প্রবেশিত করিয়াছেন।

দুইটি প্রতিনিধি সরকার এই চুক্তিবাম্বা করানী, বাসো ও ইয়েজী ভাসাচু টেচরী
 করা হইল এবং এই চুক্তিবাম্বার করানী, বাসো ও ইয়েজী ভাসাচু সকল বাইলী সম্মতভাবে
 প্রাধানিক।

করানী প্রজাতন্ত্রী
 সরকারের পক্ষে -

বঙ্গপ্রজাতন্ত্রী বাংলাদেশের
 সরকারের পক্ষে -



নিষাচর বাহিনী
 পররাষ্ট্র প্রতিমন্ত্রী।



বঙ্গপ্রজাতন্ত্রী বাংলাদেশ
 জিলা সচিব।

AGREEMENT¹ ON CULTURAL, SCIENTIFIC AND TECHNICAL CO-OPERATION BETWEEN THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC AND THE GOVERNMENT OF THE PEOPLE'S REPUBLIC OF BANGLADESH

The Government of the French Republic and the Government of the People's Republic of Bangladesh (hereinafter referred to as the Contracting Parties);

Affirming their will to strengthen the bonds of friendship between the two countries, inspired by the common desire to develop Franco-Bangladeshi exchanges in the spheres of culture, education and communication, concerned to establish a general framework for cooperation between them in the spheres of science and technology, with a view to promoting economic and social development, have agreed to the following:

CULTURAL COOPERATION

Article 1

The Contracting Parties intend to develop cooperation between themselves in the spheres of language, literature, arts, culture and communication.

Article 2

Each Contracting Party shall encourage the study of the language, the literature and the civilization of the other party in its educational establishments, with a view to promoting cultural relations between the two countries. In the universities, learning of the language shall be sanctioned by a diploma recognized by the local authorities.

Article 3

Each Contracting Party acknowledges the importance of training for teachers entrusted with the task of teaching the language and civilization of the other party and may request the assistance for the training of the aforesaid teachers.

Article 4

Each Contracting Party shall, within the framework of its legislation, foster the installation and operation on its territory of cultural or scientific institutions, e.g.: scientific institutions, cultural associations and centres, research bodies educational establishments, which the other party may establish therein with the authorization of the competent national authority.

Article 5

The Contracting Parties shall, insofar as is possible, foster exchanges of teachers, students, researchers and cultural groups. For this purpose, training and study

¹ Came into force on 3 April 1989, the date of receipt of the last of the notification (of 14 and 17 February 1989) by which the Contracting Parties informed each other of the completion of the required constitutional formalities, in accordance with article 18.

fellowships may be granted by each Contracting Party to students and researchers from the other party.

Article 6

Each Contracting Party shall endeavour to promote admission of students from the other party to establishments of higher education and research institute while respecting the educational autonomy of the said establishments and their specific conditions of admission.

Article 7

The Contracting Parties shall encourage the organization in each of the two countries of concerts, exhibitions, theater performances, films showings and all other events of an artistic nature intended to make their respective cultures better known.

Article 8

The Contracting Parties shall facilitate exchanges between youth and sportsmen and women.

Article 9

The Contracting Parties shall, insofar as is consistent with their respective legislations and regulations, facilitate the entry and dissemination within their respective territories of:

- Books, periodicals and other cultural and scientific publications;
- Films, and musical radio and televised recordings;
- Works of art and their reproductions.

SCIENTIFIC AND TECHNICAL COOPERATION

Article 10

The Contracting Parties hereby decide to organize scientific and technical cooperation between them in fields of application to be decided by common agreement.

Article 11

Projects that have been selected for implementation may contain research, development and training aspects. The said implementation may require the involvement of the competent scientific bodies of both countries.

Article 12

For the purpose of developing such cooperation, each Contracting Party shall endeavour, at the request of the other Contracting Party, and within the framework of projects determined by common agreement:

- To place experts at the disposal of the other party;
- To grant fellowships for academic or vocational training courses, and to organize the corresponding courses;
- To invite its representatives to attend conferences, seminars and technical visits;
- To supply, insofar as is possible, the literature and material required to contribute to efficient implementation of the projects.

GENERAL PROVISION

Article 13

Each Contracting Party shall facilitate, insofar as is consistent with its legislation, residence and travel within its territory, of citizens of the other party, pursuant to terms of this agreement.

Article 14

Material imported or donated within the framework of this agreement shall be exempted from customs duties; insofar as is consistent with the current legislation of the Contracting Parties.

Article 15

The Contracting Parties shall grant immunity of jurisdiction in their respective territory to experts on secondment pursuant to this agreement, for all acts, including by speech or in writing, committed in the performance of their duties and within the scope of their functions.

Article 16

This fiscal status of personnel seconded to either State pursuant to this agreement shall be decided in keeping with the rules laid down in the tax convention of 9th March, 1987¹ (date) between France and Bangladesh.

Salaries and other emoluments of the said personnel shall be subject to tax solely in the State that pays them, either directly or by deduction from funds set aside by it.

Article 17

With regard to experts assigned to France or to Bangladesh, the Contracting Parties shall, within the limits and provisions of their legislation, authorize the temporary or definitive exemption from import duties on their furniture and personnel effects, including one vehicle per expert within six months of his taking up his duties. This furniture, personnel effects and vehicle may not be sold without prior authorization of the competent authorities of the State having granted the exemption.

Where appropriate, the experts shall pay customs duties and taxes on their effects and vehicle if authorized to sell them in the country of import.

Article 18

Each of the Contracting Parties shall notify [the other] of the accomplishment of the formalities prescribed by its constitution in order that this agreement may take effect. The agreement shall come into effect on the date of receipt of the second such notification.

Article 19

This agreement shall run for a period of five years and may be renewed by tacit agreement, unless six months prior notice of termination thereof is given by one of the parties.

¹ United Nations, *Treaty Series*, vol. 1530, No. I-26552.

IN WITNESS WHEREOF the representatives of the two governments have signed this agreement and placed their respective seals upon it.

DONE in Dhaka, in two copies drawn up in French, Bangla and English, the French, Bangla and English texts [being] equally authentic.

For the Government
of the French Republic:

[Signed]

DIDIER BARIANI
State Minister
for Foreign Affairs

For the Government
of the People's Republic
of Bangladesh:

[Signed]

MAHBUBUR RAHMAN
Minister for Education
